



L'Etat unique européen gagne du terrain

Non ce n'est pas un secret. L'Europe doit être « renouvelée » de manière fondamentale et la vision d'une union d'Etats européens, comparable à l'organisation des Etats-Unis, doit finalement être mise en œuvre.



Non ce n'est pas un secret. L'Europe doit être « renouvelée » de manière fondamentale et la vision d'une union d'Etats européens, comparable à l'organisation des Etats-Unis, doit finalement être mise en œuvre.

Les fondateurs de l'Union Européenne, ces politiciens-mêmes qui l'ont conçue après la Seconde Guerre Mondiale, voulaient déjà créer quelque chose comme des « États-Unis d'Europe ». Le projet entier, qui comprenait un petit gouvernement européen et une deuxième chambre pour contrôler celui-ci, était déjà complètement prêt en 1953 pour être réalisé concrètement. Mais comme la France a bloqué ce plan d'une Europe centraliste au moment décisif, l'UE a dû se contenter de l'établissement d'une union douanière.

La vision d'une Europe-Unie n'a jamais été vraiment oubliée et des « politiciens Europe » ont continué à la poursuivre constamment. Le 15 septembre 2010 les membres du Parlement européen ont constitué ce qu'on appelle le « groupe Spinelli ». Il est nommé ainsi d'après Altiero Spinelli (1907-1986), un maître à penser historique de l'Etat unique européen selon le modèle des Etats-Unis d'Amérique. Parmi les fondateurs du « groupe Spinelli » on compte en particulier le politicien belge Guy Verhofstadt, membre du parlement européen depuis 2009 et Daniel Cohn-Bendit, un politicien franco-allemand du parti écologiste allemand.

Dans une interview avec l'hebdomadaire « Zeit Online » du 6 juin 2017 Guy Verhofstadt a dit que la commission de l'UE, qui est faussement considérée comme étant le gouvernement de l'UE, devrait être abolie. Il faudrait selon lui « un petit gouvernement européen composé de 12 à 15 personnes ». Il faudrait rompre, dit Guy Verhofstadt, avec « l'idée bête » « que chaque pays devrait avoir un représentant dans un tel gouvernement ».

Actuellement une nouvelle star se fait remarquer dans le ciel européen, qui se fait passer pour un politicien européen « dévoué » : Le Président français Emmanuel Macron. Lors de tous ses discours après son élection on a toujours pu voir sur l'image le drapeau de l'UE ostensiblement placé à côté du drapeau français. Kla.TV a déjà parlé de la carrière d'Emmanuel Macron dans différentes émissions. En juillet 2017 Monsieur Macron a rencontré Madame Merkel à Berlin : Ensemble ils ont annoncé un agenda commun pour des réformes dans l'UE et dans la zone européenne. Pourtant, ont-ils dit on devrait aussi être éventuellement disposé à « modifier des traités » existants.

Le 29 août Monsieur Macron a annoncé qu'il voudrait faire des nouvelles propositions après les élections au Bundestag pour « faire revivre notre Europe ». Le 26 septembre il a déclaré à l'Université de la Sorbonne à Paris, comment il imaginait l'avenir de l'UE. Selon l'opinion des médias français ce n'est pas par hasard que cela a eu lieu seulement deux jours après les élections allemandes au Bundestag ; par là Monsieur Macron faisait en quelque sorte ses propositions pour la future UE à la nouvelle coalition gouvernementale allemande et il comptait sur l'aide de Madame Merkel.

Dans ce qui suit vous verrez, résumés en quelques mots, les points les plus importants de son discours, ceux qui devraient faire avancer d'un pas assuré la réalisation d'une Europe dirigée de façon centralisée :

- Jusqu'au début de la prochaine décennie, il devrait y avoir une « force d'intervention (militaire) commune », un budget de défense commun et une doctrine commune pour les opérations militaires dans l'UE.
- Un « tribunal européen » doit être créé pour renforcer la lutte contre le terrorisme.
- Une « Autorité européenne pour les demandeurs d'asile » doit être mise en place afin de pouvoir statuer plus rapidement sur les demandes d'asile des réfugiés.
- Une police européenne des frontières doit être mise en place progressivement pour protéger les frontières extérieures.
- Les services secrets doivent également coopérer plus étroitement et une Académie européenne de services secrets doit être envisagée.
- De plus Macron propose une politique européenne de protection civile pour mieux armer l'UE contre les catastrophes naturelles.
- La zone euro, qui compte 19 pays, aura son propre budget et son propre ministre des finances.

- Pour la protection de l'environnement l'UE aura besoin d'une taxe sur le CO2 et d'une réforme du marché européen des droits d'émission de dioxyde de carbone. Un prix inférieur à 25 à 30 euros par tonne de CO2 émis ne suffirait pas. Le cours actuel en bourse est d'environ 7 euros par tonne.

Voilà les idées fondamentales les plus importantes de Macron pour l'avenir de l'Europe. En bref, les pouvoirs décisionnels de chaque État membre doivent être massivement limités, c'est-à-dire transférés à seulement quelques personnes dans un gouvernement européen géré de manière centralisée. Mais comme les États membres doivent toujours tous ensemble accepter des réformes fondamentales de l'UE et que les traités européens ne peuvent être amendés qu'à l'unanimité, il faut se douter que « nos politiciens européens » n'hésiteront pas à utiliser tous les moyens – légaux ou illégaux – pour mettre en œuvre leur vision d'un État unique européen. Probablement comme ils l'ont fait pour les différents « parachutes de sauvetage EURO », comme ils les appellent. (voir : www.kla.tv/2560, www.kla.tv.6637, www.kla.tv/10723)

Mais l'exemple des États-Unis d'Amérique, en quelque sorte « le grand frère », montre où cela doit presque inévitablement mener. Dans l'intérêt de la « sécurité » nationale et internationale, tous les gouvernements américains se sont octroyé des droits presque illimités. D'innombrables exemples de leur histoire montrent comment un gouvernement géré de façon centralisée non seulement restreint les droits civils dans son propre pays, mais se permet également au nom de la « démocratie », d'intervenir massivement dans les affaires d'autres États-nations, ce qui a causé et continue de causer des souffrances indicibles. Vous pourrez étudier l'abus de pouvoir des États-Unis d'Amérique au moyen des émissions insérées suivantes.

de dd.

Sources:

<http://www.zeit.de/politik/ausland/2017-05/guy-verhofstadt-eu-kommission-zukunft-forderung-abschaffung/komplettansicht>

<https://de.wikipedia.org/wiki/Spinelli-Gruppe#Organisation>
https://de.wikipedia.org/wiki/Europ%C3%A4ischer_F%C3%B6deralismus
<https://www.heise.de/tp/features/Macrons-Vision-von-Europa-3843278.html>
<https://www.merkur.de/politik/merkel-und-macron-wollen-reform-eu-auch-mit-neuen-vertraegen-zr-8311435.html>
<https://www.srf.ch/news/international/grundsatzrede-in-paris-macron-will-die-eu-komplett-umbauen>
http://antikrieg.com/aktuell/2017_09_27_derschlimmste.htm

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#EmmanuelMacron-fr - www.kla.tv/EmmanuelMacron-fr

#ElectionsEuropeennes - européennes - www.kla.tv/ElectionsEuropeennes

#PolitiqueUE - La politique de l'UE sous la loupe - www.kla.tv/PolitiqueUE

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.